



Séminaire nordique à Oslo du 8 au 10 octobre 2003

Les chambres des huissiers de justice scandinaves ont organisé pour la troisième fois un séminaire sur les voies d'exécution. Après le succès des séminaires de Göteborg (Suède) et d'Aalborg (Danemark), il fallait poursuivre dans cette voie.

Un séminaire en collaboration avec l'UIHJ

Du 8 au 10 octobre 2003 se sont rencontrés des homologues nordiques à Oslo pour échanger des idées et pour travailler ensemble dans des ateliers. Le premier pas de ces séminaires s'est d'ailleurs fait en 1997 sur l'initiative de Jacques Isnard, président de l'UIHJ. Au total quatre-vingts huissiers ont participé au séminaire d'Aalborg. Deux collègues d'Estonie ont également participé et pour la première fois deux consœurs d'Islande. Le séminaire a eu lieu en collaboration avec l'UIHJ et les participants étaient très touchés d'avoir avec eux les vice-présidents de l'UIHJ, Léo Netten et Roger Dujardin.

Un programme chargé

Le séminaire a été ouvert par le vice-directeur de l'organisation d'exécution norvégienne qui a souhaité la bienvenue aux participants.

Le médiateur des consommateurs (*ombudsman*), Bjorn Erik Thun, a parlé de la commercialisation et du marketing lié au crédit et comment prévenir le surendettement.

Madame Tone Thomassen, avocat, a expliqué comment fonctionne la « commission d'Inkasso » c'est-à-dire la commission où les justiciables peuvent porter plainte au sujet des traitements des bureaux de recouvrement amiable.

Un représentant de la plus grande société anonyme de recouvrement amiable norvégienne « Lindorff » a parlé de ses méthodes de travail dans ce domaine. Il a également décrit le système de *scoring*, qui est un système de classer les débiteurs en « bons et moins bons débiteurs ». Cette méthode comprend de multiples statistiques et de nombreux détails sur chaque débiteur.

Les trois intervenants ont, de façons diverses, prévu un relèvement considérable du taux d'inté-

rêt avec des charges non prévues pour les débiteurs et donc une hausse des dettes impayées. Ils s'attendaient un peu à une situation comparable à celle qu'on l'a connue dans les années quatre-vingts : une situation financière difficile avec une économie moins stable et un accroissement important du nombre des débiteurs.

Lutte contre la corruption

Eva Joly, ancien juge d'instruction de Paris, a parlé de la corruption et du blanchissement d'argent en France et dans les pays scandinaves et de la législation actuelle dans les différents pays européens. Mme Joly travaille actuellement comme conseiller juridique au ministère de la Justice et de la Police d'Oslo. Elle a constaté que l'on rencontre les mêmes problèmes de faillites frauduleuses en Norvège, en Suède ou France. Elle a également indiqué que la corruption existe en Afrique et en Asie, mais également en Europe. Une proposition d'une nouvelle loi pour éviter les abus dans ce domaine pourrait être un résultat de ses recherches.

Harmoniser l'exécution dans les pays scandinaves

Le deuxième jour les travaux des ateliers ont commencé. Les thèmes que nous avons traités étaient, entre autres, les problèmes concernant les situations de surendettement des particuliers qui habitent dans un pays et qui travaillent dans un autre. Il s'agissait notamment d'examiner les conditions dans chaque pays et de trouver des moyens d'harmoniser l'exécution en Scandinavie.

Il a également été traité d'autres thèmes, dont l'organisation de l'activité d'exécution dans les pays nordiques, la commercialisation ou marketing dans le domaine du crédit et comment faciliter le recouvrement, la procédure sommaire d'injonction de payer et la saisie.



Des synthèses comparatives

Les participants du séminaire ont travaillé par groupes de 10 à 15 personnes. Le président du groupe, était responsable du travail du groupe et devait présenter le résultat du groupe le dernier jour du séminaire, sous forme de synthèse.

Généralement, les rapports des ateliers comprenaient tout d'abord une description détaillée des systèmes différents dans les pays scandinaves. Les groupes ont ensuite traité des ressemblances et des différences relatives à la législation, en distinguant les problèmes les plus urgents.

Même si l'organisation des activités différentes se ressemble beaucoup en Suède et en Finlande par exemple, la disparité des systèmes en Scandinavie fait obstacle à une exécution efficace. C'est pourquoi une harmonisation s'impose.

L'atelier qui a traité de la commercialisation dans le domaine du crédit a pu constater que l'inflation était favorable aux débiteurs à cause des raisons d'abattements fiscaux. Les participants de l'atelier ont également noté la tendance d'une augmentation très importante des dettes liées à l'utilisation des téléphones portables pour les jeunes et ils ont beaucoup critiqué la facilité avec laquelle il est possible d'obtenir un crédit par téléphone.

Il y a quatre ans à Göteborg l'atelier sur le surendettement des particuliers a proposé, au Conseil ministériel nordique, que les décisions de surendettement des particuliers auront force exécutoire dans tous les pays scandinaves, ce qui n'existe pas aujourd'hui. Le Conseil ministériel nordique a achevé un rapport sur cette proposition. Le ministère de la Justice va se prononcer à ce sujet prochainement.

La suite du séminaire

Au cours de ces trois journées passés ensemble, il y a eu beaucoup d'échanges, d'avis et de points de vue. Beaucoup de participants parlaient d'Oslo avec des idées intéressantes et des nouveaux contacts. Assurément, la Scandinavie est la bonne voie. Le témoin est maintenant donné à la Finlande et espérons qu'on y verra prochainement une suite au séminaire d'Oslo.



La Norvège en chiffres

Population : 4,3 millions d'habitants

Superficie : 386 958 Km²

Régime politique : Monarchie constitutionnelle et régime parlementaire

Capitale : Oslo (550 000 habitants)

Langues officielles : le bokmal (ou norvégien normalisé) et le nynorsk (ou néo-norvégien issu des dialectes)

Monnaie : la couronne

Norway in figures

Population: 4.3 million inhabitants

Surface area: 386,958 Km²

Political regime: Constitutional monarchy and parliamentary regime

Capital: Oslo (550,000 inhabitants)

Official languages: Bokmal (or standardised Norwegian) and Nynorsk (or neo-Norwegian issued from the different dialects)

Currency: the kroner



Nordic seminar in Oslo from the 8th to the 10th of October 2003

For the third time the Scandinavian enforcement agent chambers organised a seminar to discuss the ways of enforcing legal decisions. After the success of the seminars in Göteborg (Sweden) and Aalborg (Denmark), it was clear that they were on the right track.

A seminar in collaboration with the UIHJ

From the 8th to the 10th of October 2003 the Nordic counterparts met in Oslo to exchange ideas and work together in workshops. The first step towards the organisation of these seminars was in fact taken in 1997 on the initiative of Jacques Isnard, president of the UIHJ. A total of eighty enforcement agents participated in the Aalborg seminar. Two colleagues from Estonia also participated and for the first time two female colleagues from Iceland. The seminar was organised in association with the UIHJ and the participants were very glad to see the Vice Presidents of the UIHJ, Léo Netten and Roger Dujardin, who were also present.

A full agenda

The seminar was opened by the Vice Director of the Norwegian enforcement organisation who welcomed all the participants.

The ombudsman, Bjorn Erik Thun, spoke of commercialisation and marketing linked with credit and how to warn people against people falling into the trap of excessive debt.

Mrs Tone Thomassen Q.C., a lawyer, explained the workings of the Inkasso Commission, which is the commission where those implicated in legal proceedings can register a complaint relating to the dealings of the offices of amicable debt recovery.

A representative of one of Norway's largest limited liability amicable debt recovery company 'Lindorff' described his working methods in this domain. He also described the scoring system, which is a system of classing the debtors as 'good or less good debtors'. This method includes gathering diverse statistical data and several details about each debtor.

In different ways the three speakers all foresaw a considerable rise in the interest rate with unanticipated charges for the debtors and consequently an increase in the number of unpaid debts. They were slightly expecting a situation comparable to that which we experienced in the eighties: a difficult financial situation with a less stable economy and a significant growth in the number of debtors.

The battle against corruption

Eva Joly, a former investigating magistrate in Paris, spoke about corruption and money laundering in France and in the Scandinavian countries and the current legislation in the different European countries. Mrs Joly now works as a legal advisor for the Ministry of Justice and the Police in Oslo. She has noted that we see the same problems of fraudulent bankruptcy arising in Norway, Sweden and France. She also indicated that corruption exists in Africa and in Asia, but also in Europe. The proposal of a new law to prevent abuses in this domain could be a result of her research.

Harmonising enforcement in the Scandinavian countries

On the second day of the seminar the workshops began. The themes covered included the problems of excessive debt in the case of individuals living in one country and working in another. In particular the purpose was to examine the conditions in each country and to find a way to harmonise enforcement in Scandinavia.

Other themes were also dealt with, such as the organisation of enforcement activity in the Nordic countries, commercialisation or marketing in the domain of credit and how to facilitate recovery, the basic Injunction to Pay procedure and seizure.



Comparative summaries

The participants in the seminar worked in groups of 10 to 15 people. The person named as president of the group was responsible for the group work and presented the group's results on the last day of the seminar in the form of a summary.

Generally, the workshop reports included first and foremost a detailed description of the different systems used within the different Scandinavian countries. The groups then looked at the resemblances and the differences between them in terms of legislation, and picked out what they considered to be the most urgent problems.

Even if the organisation of the different activities is very similar in Sweden and in Finland for example, the disparity of the systems in Scandinavia nevertheless constitutes an obstacle in terms of efficient enforcement. This is why harmonisation is necessary.

The workshop dealing with the issue of commercialisation in the domain of credit came to the conclusion that inflation was favourable to debtors due to tax allowance reasons. The participants of this workshop also noted the tendency towards a very significant increase in debts relating to the use of mobile phones by young people and they were extremely critical of the ease with which it is possible to obtain credit over the telephone.

Four years ago in Göteborg the workshop dealing with the issue of excessive debt of individuals proposed, to the Nordic Ministerial Council, that the decisions regarding excessive debt of individuals should be enforceable throughout the Scandinavian countries, which is still not the case today. The Nordic Ministerial Council has completed a report regarding this proposal. The Ministry of Justice will be making a statement on this subject in the near future.

The results of the seminar and the next event...

Over the course of these three days spent together there was a great deal of exchange and many ideas and opinions were raised and discussed. Many of the participants left Oslo with interesting ideas and new contacts. It is certain that Scandinavia is on the right track. The responsibility now falls to Finland and let us hope that it will soon be hosting the next seminar.

Colloque international à Cracovie

Après la Bulgarie, le nouveau visage de l'huissier de justice européen fait une apparition au cours du séminaire international de Cracovie.

Une organisation conjointe entre l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne

Ce séminaire était organisé conjointement par la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne et l'UIHJ. Il s'est tenu les 27 et 28 février 2004 à Cracovie, capitale historique et culturelle de Pologne, en présence de M. Marek Sadowski, vice-ministre de la Justice de Pologne¹. La Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne (CNHJP) était représentée par sa présidente, Iwona Karpiuk-Sucheka. La délégation de l'UIHJ était conduite par son président Jacques Isnard, son 1er vice-président, Leo Netten, son trésorier adjoint, Dariusz Potkanski, son secrétaire Bernard Menut, et Mathieu Chardon, membre du Comité. Parmi les intervenants, les participants ont eu le privilège d'écouter les brillantes interventions du rapporteur général, le professeur Kazimierz Lubinski, du professeur Andrzej Redelbach et Michal Redelbach, membre du Conseil national des huissiers de justice polonais. Une nécessaire harmonisation de l'agent chargé de l'exécution.

*La grande place de Cracovie
Krakow's central place*

*¹ Aujourd'hui, M. Sadowski est
devenu ministre de la Justice.*

